

SÉVÈRE RÉQUISITOIRE DU FFS :**«La nation est soumise à la tyrannie»**

Le Front des forces socialistes (FFS) a dressé un constat sévère et très critique de la situation politique du pays, à l'issue de la tenue de la dernière réunion du conseil fédéral de Béjaïa.

«Effrayé par l'extraordinaire dissidence électorale et pacifique des Algériens, le pouvoir multiplie les intrigues, les manipulations et les mensonges à travers un énième hold-up électoral. Les citoyens de Béjaïa, comme tous les Algériens, attachés, plus que jamais, aux sacrifices de millions de leurs aînés pour la justice et la liberté, assistent rageusement à la confiscation de l'indépendance, depuis près d'un demi-siècle», dénoncent les militants de la fédéra-

tion de Béjaïa du plus vieux parti d'opposition, dans une déclaration transmise à notre rédaction.

«Après le coup de force constitutionnel du mois de novembre dernier, les décideurs recrutent cinq coureurs de petites distances, sans haies, à côté du leur, pourtant malade, mais vainqueur au final», écrit dans le même document, sanctionnant ses travaux, l'instance organique fédérale du FFS, tout en faisant observer

que «la seule véritable barrière reste le boycott des citoyens qui sépare parfaitement les deux vrais pôles, celui des Algériens et des décideurs».

Le FFS constate que «ni la mobilisation partielle de l'administration publique, gouvernement et collectivités, ni la mise à profit des deniers publics, ni la manipulation du corps électoral à travers de douteux logiciels et de curieux fichiers temporaires d'étudiants et de corps constitués, encore moins le rôle de comité de soutien que joue la télévision, n'inquiètent ces fidèles accompagnateurs à El-Mouradia, dont le seul programme est d'inciter à voter, même

à blanc, que le magicien en chef à la tête du gouvernement, saura, d'un tour de bras faire exprimer».

Evoquant la dernière visite électorale de Bouteflika à Béjaïa, le conseil fédéral du FFS a estimé que «l'histoire retiendra que le chef d'Etat-candidat a reconnu la marginalisation de la région, pour ainsi dire, parce qu'elle est remontée contre lui et a démontré, encore une fois, que les jeux sont faits, à travers l'impressionnant dispositif d'occupation de la ville, digne d'un G8, les centaines de bus transportant des populations des wilayas limitrophes, la

mobilisation de l'administration, les sommes colossales gaspillées pour la circonstance, que ce soit de la part des donateurs privés, non déclarés, ou avec l'argent du pétrole arrosé du sang des martyrs, sans oublier le chantage déguisé en plan de financement après sa propre succession».

Les militants du FFS ont réagi également avec une rare virulence à la déclaration de Bouteflika, faite à partir de Tizi-Ouzou, révélant «qu'il ne savait pas qui avait provoqué les douloureux événements».

Le FFS note à ce sujet, dans son document, que «l'histoire retiendra, aussi, que des martyrs de

2001, exécutés durant ses premières années de pouvoir, sous d'autres cieus sont qualifiés de massacres collectifs, dont les assassins et commanditaires restent impunis, alors que les idéaux du Congrès de la Soummam, foulés aux pieds depuis 1962, hanteront à jamais la conscience de tous les ennemis de la Révolution.

Quand le mensonge et la mystification s'érigent en principe, la nation est soumise à la tyrannie. Alors, peut-on mourir tranquilles ?» concluent les membres du conseil fédéral du parti de Aït-Ahmed dans leur déclaration.

A. Kersani

MOUSSA TOUATI À ORAN :**«Des candidats n'hésitent pas à promettre de l'argent pour soutirer le vote du peuple»**

C'est à Oran, où il a tenu hier matin un meeting à la salle El-Feth, que le président du FNA, M. Moussa Touati, poursuit sa campagne électorale.

Dans une salle archicomble où régnait une ambiance de jour de stade, le candidat du FNA s'est d'emblée attaqué à ceux qui «imposent leur choix depuis 47 ans et qui se sont taillés des constitutions à leur mesure». Et d'expliquer qu'au FNA, ils sont pour que le «peuple puisse décider librement de son destin, faire son choix, et avoir le droit de participer à la vie politique et économique du pays». Moussa Touati affirmera qu'il est pour le change-

ment et résume la situation actuelle du pays au manque de liberté, l'absence d'un Etat de droit et au non-respect de la Constitution.

Revenant encore sur les amendements de la Constitution auxquels il s'est opposé, le candidat du FNA déclare que par ce changement, ils ont bouleversé les équilibres institutionnels en place. «Il faut retourner au choix souverain du peuple», lâchera-t-il sous les applaudissements de

ses partisans et d'estimer que c'est la présidence à vie qui a été mise en place depuis cette révision constitutionnelle.

Evoquant sans les nommer les partisans d'autres candidats qui n'hésitent pas à promettre de l'argent pour soutirer leur vote aux citoyens, M. Moussa Touati dira en s'adressant au public : «Prenez les 2 000 DA qu'on vous propose mais déchirez les bulletins, ce n'est pas leur argent de toute façon, mais le vôtre».

La hogra, les inégalités sociales, l'accaparement des richesses du pays par une caste

de la société ont, tour à tour, été abordés, par le candidat à la présidentielle : «Si vous vendez le pétrole pour bien vivre et laisser le peuple de côté, ce n'est pas la peine, arrêtez de vendre ce pétrole !...» s'emportera l'orateur, qui voit dans la salle des personnes réagir à ses propos et dénoncer la corruption.

Il n'omettra pas comme nombre d'autres candidats, d'évoquer les harraga qui, pris de désespoir, fuient leur pays, trouvant cela plus dramatique lorsque c'est le fait de personnes diplômées.

Fayçal M.



Photo : Samir Sid

SESSION 2009 DU BACCALAURÉAT**Des conditions draconiennes pour la surveillance et la collecte des notes annoncées**

Ils seront 444 514 lycéens à passer leur baccalauréat le 7 juin prochain, ils sont moins nombreux que l'année passée puisqu'ils représentent les élèves de la dernière promotion de 9^e année fondamentale. Les résultats de l'examen seront rendus le 10 juillet.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir)

-Tout en refusant rendus de parler de «cuvée spéciale», le ministre de l'Education a expliqué hier, lors d'une conférence de presse, que les candidats au baccalauréat cette année sont les élèves qui n'ont pas été reçus au BEF la première fois et ont accédé l'année suivante à la première année secondaire.

M. Boubekour Benbouzid expliquera par ailleurs que pour la première fois les conditions d'examen, de surveillance et de collecte des notes seront plus sévères. «Nous voulons assurer aux candidats une sérénité totale», a assuré le ministre, tout en précisant que le nombre de sur-

veillants, observateurs et correcteurs a atteint les 140 000.

Pour le premier responsable du secteur de l'éducation, il était nécessaire de rassembler les centres de regroupement en une seule structure afin d'éviter la fuite des résultats. Ce sera, selon M. Salhi, le directeur de l'Office national des examens et concours, un centre unique à l'échelle nationale qui sera chargé de proclamer les résultats, et tirer les attestations provisoires et d'effectuer les différentes statistiques concernant les résultats de l'examen.

Les directeurs des centres d'examen viendront d'autres wilayas de façon à ce qu'un res-

ponsable de centre n'effectue pas sa mission dans la wilaya où il exerce ses fonctions. Ceci alors que le nombre de centres d'examen pour la session 2009 du bac est de 1 578 centres.

Par ailleurs, dans chaque wilaya sera constituée une commission d'observateurs qui se compose de trois membres et qui sera chargée de désigner trois observateurs dans chaque centre d'examen.

Durant la période d'examen, trois surveillants seront désignés dans chaque salle et cinq surveillants dans les salles des centres accueillant les candidats libres.

Des centres de regroupement entreront aussi en action pour la première fois dont le rôle consistera à fusionner et coder en anonymat les copies d'examen. Le nombre de ces centres

est de neuf et leur tâche s'achèvera, a expliqué M. Salhi, après l'envoi des copies des candidats aux centres de correction.

En outre, le nombre de centres de correction, pour cette session, est de 40 sur le territoire national. L'opération de correction débutera le 21 juin.

Le budget alloué à la préparation de l'examen du bac est de 206 milliards de centimes, la plus grosse part de cette somme étant réservée aux indemnités.

Le ministre annoncera enfin une réunion pour le 20 mai prochain qui permettra d'évaluer l'état d'avancement des programmes dont il faudra tenir compte dans la préparation des sujets. 26 333 candidats scolarisés passeront le bac pour 181 184 candidats libres.

F. Z. B.

TIZI-OUZOU**Un jeune entrepreneur kidnappé à Aïn-Zaouïa**

Dans la nuit de vendredi, vers les coups de 21 heures, un jeune entrepreneur répondant aux initiales Z. H. a été enlevé par un groupe armé, près de son domicile situé au chef-lieu de la commune de Aïn Zaouia.

Les auteurs de ce rapt n'ont rien revendiqué. Les groupes armés opérant dans la région de Aïn Zaouia, ayant commis plusieurs actes terroristes ces derniers jours, seraient vraisemblablement les auteurs de cet enlèvement. Comme lors des précédents rapt enregistreés en Kabylie, ils ne devraient pas tarder à se manifester.

S. S.